



Déclaration préalable

Conseil supérieur de l'éducation du 17 septembre 2026

Monsieur le Ministre,

Madame la Directrice générale,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Les résultats de PISA 2025 sont désormais connus. Ils confirment une baisse notable des performances des élèves français. Mais PISA nous rappelle surtout une réalité que la FCPE dénonce depuis longtemps : notre système scolaire demeure profondément inégalitaire. En sciences, l'écart entre les élèves les plus favorisés et les plus défavorisés atteint 100 points en France, contre 85 points en moyenne dans l'OCDE.

Ces résultats doivent nous conduire à interroger les conditions dans lesquelles les élèves apprennent, plutôt qu'à chercher une nouvelle fois des responsables du côté des familles, des élèves ou des écrans.

La FCPE refuse fermement les discours qui mettent en cause l'investissement des parents dans la scolarité de leurs enfants. Tous les parents se préoccupent de leur avenir. Ils ne disposent simplement pas tous des mêmes codes, des mêmes ressources ou de la même disponibilité. L'absence de contact régulier avec l'école ne signifie pas l'absence d'intérêt pour la réussite de son enfant.

La réponse doit être cherchée dans les conditions d'apprentissage et dans les choix de politique éducative. Classes chargées, difficultés d'inclusion, manque de personnels, inégalités territoriales : ces réalités pèsent sur les parcours scolaires. La FCPE demande donc que les résultats de PISA soient l'occasion, non pas d'une nouvelle communication ou d'une réforme supplémentaire, mais d'une remise à plat réelle des priorités éducatives et des moyens qui leur sont consacrés.

Et, Monsieur le Ministre, cette remise à plat doit commencer dès l'école primaire.

Alors que de nouvelles mesures sont annoncées pour le collège, la FCPE rappelle que les difficultés scolaires se construisent bien avant l'âge de 15 ans. Or la France investit relativement moins dans son premier degré que dans le secondaire. Selon les données de l'OCDE analysées par le Conseil d'analyse économique, la dépense par élève dans le premier degré est inférieure de 11 % à la moyenne de l'OCDE.

Si nous voulons réduire les inégalités, il faut intervenir plus tôt et investir davantage là où se construisent les premiers apprentissages. Renforcer les équipes, mieux accompagner les élèves en difficulté, réduire les effectifs et donner aux enseignants les moyens d'exercer pleinement leur métier, doivent être des priorités.

PISA ne doit pas devenir le prétexte à une nouvelle succession de réformes. Il doit nous conduire à regarder les causes profondes des difficultés et à agir sur les inégalités.

La FCPE appelle également à renforcer la coéducation. Les parents sont des acteurs à part entière de l'école. Ils doivent pouvoir être pleinement associés à la scolarité de leurs enfants, dans une relation de confiance avec les équipes éducatives.

Enfin, les élèves évalués en 2025 ont été, pour une partie d'entre eux, profondément marqués dans leur scolarité par la crise sanitaire. Cette réalité doit être prise en compte dans l'analyse des résultats, sans pour autant masquer les fragilités plus anciennes de notre système éducatif.

La question n'est pas de chercher des coupables. La question est de savoir si nous sommes prêts à donner à l'école publique les moyens de réduire les inégalités plutôt que de les reproduire.

Pour la FCPE, la priorité est claire : permettre à chaque enfant d'apprendre et de réussir, quel que soit son milieu social ou son territoire. Cela passe par une priorité réelle donnée au premier degré, une inclusion effective, des conditions d'apprentissage dignes et une véritable coéducation.

C'est à cette condition que nous pourrions faire reculer durablement les inégalités scolaires.

Je vous remercie de votre écoute.

Retrouvez notre [communiqué de presse du 11 septembre 2026](#) sur cette même thématique, « Résultats PISA 2025 : désigner les parents comme responsables de tous les maux est malhonnête ».